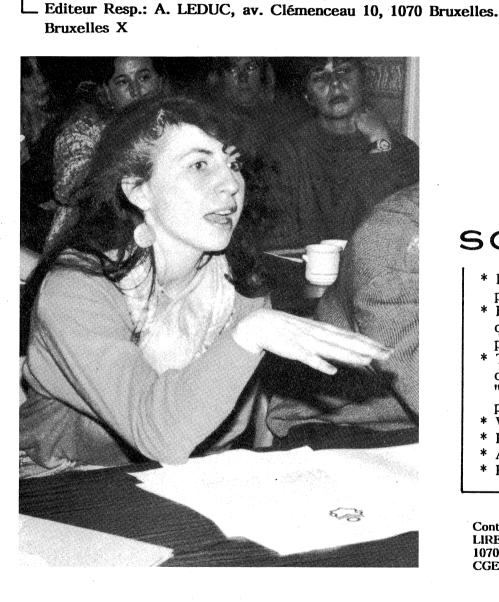
BULLETIN DE LIAISON DE LA CAMPAGNE D'ALPHABETISATION (MENSUEL SAUF JUILLET ET AOUT) ISSN 0774-1499 le journal/de l'//lph numéro 51 Janvier-février 1989



### SOMMAIRE

- \* De l'emploi pour l'alpha: page 2
- \* Evaluation: vendredi 13, quelque part en Wallonie: pages 3 et 4
- \* Témoignages: "écrits et cris": page 5 "sorties de l'ombre": pages 8 et 9
- \* Vie des régions: page 6
- \* Publications: pages 7 et 11
- \* Agenda: page 10
- \* Revue de presse: page 12.

### Contact:

LIRE ET ECRIRE, av. Clémenceau 10 1070 Bruxelles tél: 02/523 20 35 CGER nº 001-1626640-26

### Secrétariats régionaux de LIRE ET ECRIRE:

LIRE ET ECRIRE Brabant wal. Coordination campagne alpha rue Chambille, 16 1400 Nivelles 067/ 21 96 73

Province de Namur rue Froidebise, 1 5000 Namur 081/22 17 91

**FUNOC** av. Général Michel 1B 6000 Charleroi 071/31 15 81

LIRE ET ECRIRE Hainaut occid. réduit des Dominicains, 9 7500 Tournai 069/ 22 31 01

rue A. Chavée, 60 7100 La Louvière 064/ 26 09 74

LIRE ET ECRIRE La Louvière LIRE ET ECRIRE Liège boulevard d'Avroy, 71 4000 Liège 041/23 72 00

LIRE ET ECRIRE Bruxelles av. Clémenceau, 10 1070 Bruxelles 02/523 20 35

LIRE ET ECRIRE Luxembourg place des Fusillés, 3A 6700 Arlon 063/21 92 41

### DE L'EMPLOI POUR L'ALPHA!

Vous êtes nombreux à avoir signé et fait signer la pétition: ce 13/02, nous en sommes à 2.778 signatures.

Mais nos problèmes sont loin d'être réglés. Si les 10 postes CMT ont été prolongés jusqu'au 30 juin prochain (on parle toujours de les transformer en Contractuels Subventionnés, mais rien n'est encore fait), par contre toujours pas un seul des 42 TCT demandés pour les réseaux wallons. Rappelons qu'à Bruxelles, sur les 9 postes, nous en avons obtenu 2.

Le 11 janvier dernier, une bonne centaine de personnes manifestaient à Namur; une délégation a été reçue au Cabinet de Bernard ANSELME, Président de la Région wallonne. Philippe LAURENT, apprenant à Alpha 5000, était parmi les manifestants et nous écrit pourquoi:

Depuis le mois de septembre 88, les groupes de LIRE ET ECRIRE sensibilisent la population namuroise sur les problème de l'alphabétisation et les informent de leurs droits. A Alpha 5000, rue de l'Etoile 11, 5000 Namur, il y a 50 personnes qui ont des difficultés pour lire, écrire et parler le français. Mais depuis le mois de décembre, les formateurs de LIRE ET ECRIRE ont les mains levées

devant les menaces du Gouvernement! Pourquoi? Ils sont menacés de perdre leur emploi. C'est ainsi que le mercredi 11 janvier 89, tous les groupes de LIRE ET ECRI-RE de la Wallonie sont partis manifester dans les rues de Namur.

Oue demandons-nous?

Un autre statut,

changer les contrats (CST en TCT),

avoir plus de moyens pour lutter contre l'analphabétisme.

Que vont devenir tous les apprenants, si les formateurs ne reçoivent plus de subsides et de nouveaux contrats de l'Etat?

Ils ne sauront jamais lire ni parler le francais.

Ils ne sauront jamais se débrouiller dans la vie sociale.

Ils devront chaque fois demander à une autre personne de lire leurs papiers.

Ils auront beaucoup de difficultés à trouver du travail.

Il faut absolument convaincre les pouvoirs de la Région wallonne pour obtenir plus d'appuis pour donner aux analphabètes immigrés et belges un avenir meilleur dans un pays où le chômage est important, où la pauvreté s'installe, où les droits des citoyens régressent.



Le 21 décembre 88, c'était à Bruxelles que se tenait une conférence de presse de LIRE ET ECRIRE, pour l'emploi également. Des apprenants venus de Liège (à g.) et du Luxembourg (à dr.) pour témoigner encadrent la coordinatrice, Catherine KESTELYN.

2

### **EVALUATION**

VENDREDI 13, QUELQUE PART EN WALLONIE...

Vendredi 13 janvier 89. Au détour d'une rue étroite, l'affiche jaune et grise apparaît à la fenêtre. L'équipe CST régionale de LIRE ET ECRIRE preste ici aujourd'hui son dernier jour: c'est la fin des contrats, sauf pour la secrétaire, engagée plus tard et qui terminera le sien au 31 mars.

Elles sont cinq: trois "anciennes", qui avaient déjà fonctionné sous contrat CST en 85-86 et qui ont rempilé pour un an en janvier 88; et deux "nouvelles". Mais le bilan, elles le tirent ensemble.

### Un public parfois évanescent

La grosse question existentielle pour commencer: quelle est la - les - définition(s) du public de l'alpha? En région rurale surtout, les "vrais" analphabètes, ceux qui ont de graves difficultés et s'en cachent, sont les derniers à venir s'inscrire, quand ils viennent. Les CPAS, qui sont souvent aux premières loges pour les identifier, les conseiller, sont plutôt réticents à les orienter vers les associations du réseau: l'accueil sera-t-il bon et compétent, le groupe de formateurs est-il suffisamment solide et crédible, pour lancer dans l'aventure des personnes en plein désarroi?

En ville, les immigrés font le nombre, qui n'ont pas honte car ils savent le pourquoi et le comment de leurs lacunes linguistiques. A la campagne, on se "rabat" alors parfois trop facilement sur ceux qui ont - ou qui croient avoir - des difficultés d'orthographe; ou encore sur les handicapés mentaux. "Se rabattre" est une manière de dire peut-être un peu leste, à ne pas prendre au pied de la lettre. Car ces gens demandent des cours. La question est dès lors: faut-il toujours les accepter comme apprenants?

Certains demandeurs s'expriment parfois de façon un peu étonnante: "J'ai vu votre émission à la télé: je suis illettré. Je crois que j'ai besoin de vos cours..." Quelle est la vraie demande? LIRE ET ECRIRE n'est ni maman bobo, ni Françoise DOLTO: ne pas outrepasser ses compétences ni promettre la lune. Bien sûr, rien n'est simple.

Autre cas: la maison maternelle où des femmes en détresse sont accueillies pour trois mois. Fallait-il accepter? Peut-être, mais sûrement pas y faire d'emblée de l'alpha. Commencer par obtenir de travailler dans la maison et sur le contexte global de vie de ces femmes. La demande d'alpha - authentique, cette fois - émergera plus tard, quitte à ce qu'elle ne soit rencontrée qu'hors de la maison et après que la femme l'ait quittée.

Dernière catégorie limite: les handicapés mentaux. L'expérience vécue ici est un cas d'école. Deux bénévoles, dont l'une au moins, une sociologue, a un solide passé professionnel dans le secteur, se sont attelées à l'animation d'un groupe composé de pensionnaires d'une même institution. Toutes les précautions ont été prises: négociation des conditions de fonctionnement avec l'institution: contrats pédagogiques (se fixer des objectifs communs pour l'apprentissage, les évaluer) avec les apprenants, contrats révisés toutes les 6 semaines. Le résultat n'est cependant pas vraiment à la hauteur: quelques heures/semaine ne sont pas suffisantes; l'apprentissage ainsi "saucissonné" demeure le plus souvent insatisfaisant. Et pour faire plus, il faut plus: des professionels, en nombre et à temps plein.

Un mot aussi de l'alpha "one to one": un formateur face à un seul apprenant (en milieu rural, la dispersion des uns et des autres pousse régulièrement à cette solution de "facilité"), ce n'est pas l'idéal. Le groupe qui dynamise, la chaleur de l'apprentissage collectif, ça aide bien, tant l'élève que le prof, à dépasser les blocages et les vagues à l'âme.

### Les bénévoles: tous professionnels?!

Deuxième interrogation: travailler avec des bénévoles? Oui, mais...

Mais là aussi, il faut y mettre le prix. Ici dans la région, il y a un tandem célèbre qui roule quasi tout seul; mais s'agit-il vraiment de bénévoles? Ce sont bien plutôt deux professionnelles gratuites. L'une a été institutrice, l'autre connaît tous les rouages de la commune et des associations locales; toutes deux sont organisées, rigoureuses.

### **EVALUATION**

VENDREDI 13, QUELQUE PART EN WALLONIE...

Ailleurs, une autre expérience a été tentée: une animatrice permanente a consacré la majeure partie de son temps à un groupe de trois bénévoles: préparation en commun des cours, discussions critiques. Ca paie, eh oui, mais il faut investir.

Ailleurs encore, les bénévoles laissés à euxmêmes manquent dramatiquement de recul, n'entretiennent que peu de mémoire collective et n'ont donc pas de réelles possibilités d'évaluer leur travail.

Il faut donc avoir les moyens d'encadrer: voilà qui est entendu. Faut-il au surplus sélectionner? En tous cas, il conviendrait d'exprimer plus systématiquement et plus clairement à quoi les bénévoles s'engagent, et leur proposer un essai (encadré, l'essai, bien sûr). Présenter le travail de façon plus politique: qu'est-ce qu'alphabétiser? Pourquoi alphabétiser? Et définir de façon tout à fait transparente le rôle des coordinateurs professionnels. Faute de quoi, certains groupes de bénévoles se plaignent et se rebiffent contre la présence perçue comme catapultée de cet oeil de Moscou dans leurs affaires. Des difficultés de collaboration se présentent d'ailleurs aussi, pour des raisons analogues, avec des associations professionnalisées.

### Défendre ses options

Troisième niveau de questionnement: l'institution. Quel rôle exact s'attribue LIRE ET ECRIRE? Redistributeur de moyens (finances, emplois)? Dispensateur de services (formations, suggestions pédagogiques, outils d'évaluation,...)? Et sous quelle forme proposer des services adaptés? Ici aussi, il s'agirait de définir plus clairement les projets.

Plus délicat encore: les cinq animatrices estiment que les options politiques (au sens large: finalités du mouvement, pédagogie,...) devraient être systématiquement défendues, par le communautaire au niveau des régions et par le régional dans chaque association membre. Si le communautaire n'est pas présent dans les débats régionaux, si le pouvoir organisateur régional n'est pas partie prenante des discussions locales, alors le niveau supérieur devient un boulet pour celui qui fonctionne à l'échelon suivant.



A tous niveaux devrait se généraliser la pratique des contrats entre acteurs: entre apprenants et formateurs, entre formateurs et associations, entre associations et coordinations régionales, entre coordinations régionales et coordination communautaire.

La discussion se termine. Rude année mais chouette équipe. Alors, Messieurs les Ministres, ces contrats TCT qui n'arrivent pas? En tous cas, bon vent, les filles! Déjà, vous nous manquez.

Catherine KESTELYN.

"Nous habitons à Fontaine-l'Evêque, Leernes, Forchies... Le désir d'apprendre nous rassemble, jeunes et adultes, chaque jeudi de 18 h.30 à 20h.30 dans un local de l'ancien charbonnage du Pétria à Fontaine-l'Evêque. Nous y suivons une formation d'alphabétisa-

tion organisée par la FUNOC, afin d'apprendre à mieux lire et écrire.

Les cours sont donnés par deux formatrices: Marie-Christine nous apprend d'abord à formuler et à structurer nos idées pour écrire des témoignages, puis Marie-Anne nous aide à retrouver nos fautes d'orthographe et à les corriger."

Deux numéros du Journal "Ecrits et Cris" ont déjà été publiés par ce groupe animé par ATD QUART-MONDE et la FUNOC. Le thème du premier: l'école. Les témoignages ne sont pas toujours noirs:

"Pour la réunion des parents, on reçoit la convocation par nos enfants. A la réunion de parents, on reçoit une tasse de café pour mettre tout le monde à l'aise. Ensuite. Monsieur MEURANT prend la parole, nous explique le fonctionnement de l'école, pour-

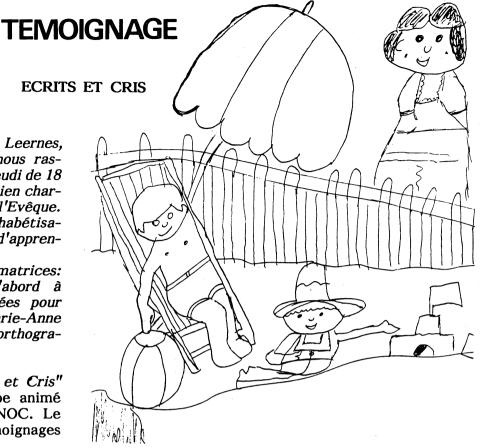
Juin a des vises de l'école, a des problèmes à l'école, a des problèmes à leave par le constant par le constan enfant Comme ga, plus tand,

l pourra travail

l pourra travail

i (ellare), je commence à savoi

i turned des autres.



informations. Puis, nous allons dans les classes de nos enfants et nous discutons avec l'institutrice de chacun des enfants. On demande qui veut faire partie du Comité de Parents, on choisit un délégué. Le délégué, c'est quelqu'un qui veut faire quelque chose pour l'école. Il va aussi rendre visite au directeur pour savoir comment ça se passe avec les enfants..."

Le second porte sur le travail:

"J'ai été à l'école jusqu'à 18 ans, puis j'ai attendu 2 ans pour avoir mon numéro au Reclassement Social. Pendant ces 2 ans, j'ai fait 4 usines pour moi trouver du travail. Le patron m'a dit qu'il fallait attendre parce qu'il n'avait pas de travail. J'ai travaillé dans une usine à La Louvière. Là, on fait des fours à coke; et j'ai aussi travaillé dans une usine à cigarettes à Bruxelles. passé des tests à Charleroi: j'ai fait du calcul, de la lecture et de l'écriture. Les tests que j'ai faits, c'est pour avoir le numéro de reclassement social. Avec ce numéro, je travaille dans un atelier protégé pour handicapés à Biesmes-Lez-Happart. Le travail est difficile à trouver parce qu'il y a beaucoup de chômeurs."

Contact: Marie-Christine LEROY, FUNOC-La Digue, rue de la Digue 5, 6000 Charleroi.

# Vie des régions

#### TOUS CES STUDIOS!

Nous avons visité la RTBF au boulevard Reyers avec d'autres femmes et hommes des différentes associations de LIRE ET ECRIRE Bruxelles.

Première étape, le studio 18: c'est le plateau du journal télévisé, d'où nous recevons chaque jour nos informations. Le local est plutôt exigu: c'est le plus petit après celui de la speakerine. Il n'y a que le strict minimum: la table, 3 places, une pour le journaliste, une pour Monsieur Météo et une pour l'invité, et 3 caméras, une pour chaque personne. Le décor est un simple découpage éclairé.

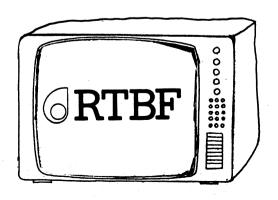
Deuxième étape: le studio 4, du "Jardin extraordinaire". Décor glacial pour un sujet hivernal: les ours polaires. A côté se trouve le plateau des variétés avec le décor de l'émission "Billets doux", une des seules émissions de variétés enregistrées à Bruxelles: les autres nous parviennent de Liège ou de Charleroi.

Nous passons ensuite dans un petit local où se trouvent les téléscripteurs: 2 belges, un pour l'information et l'autre pour les sports (Belga), un français (AFP) et un anglais (Reuter).

Notre dernier détour sera pour les studios de la radio, et plus particulièrement celui de Radio 21, où nous avons eu un petit aperçu du fonctionnement et des lancements de disques et d'interviews sur les ondes.

Ici s'acheva notre visite. Un seul regret: à aucun moment, nous ne nous sommes retrouvés nez à nez avec une tête connue du petit écran. Dommage...

Le groupe de VIE FEMININE.



### LA MAISON MOSAÏQUE DE LAEKEN.

Dès l'origine, VIE FEMININE a voulu rencontrer la vie quotidienne des femmes. Les échanges interculturels nous paraissaient une solution pour prendre en compte les identités tout en favorisant la rencontre et l'intégration. Il semblait donc important de mettre à la disposition des femmes un lieu de rencontres qui leur permettrait d'échanger, de progresser et de mieux se situer dans la vie.

La Maison mosaïque du 6, rue Ketels, à Laeken a été inaugurée le 2 avril 1987 et compte actuellement une dizaine de nationalités différentes: turque, italienne, tunisienne, marocaine, belge, américaine, anglaise, zaïroise, pakistanaise...

Cette année, un projet global a été entamé à la Maison de Laeken, et l'objectif est de construire une rencontre interculturelle. Dans ce cadre, un cours de couture de Promotion sociale a été lancé, et il regroupe autant de femmes belges qu'immigrées. L'entente entre les différentes nationalités est excellente. D'autres activités et cours sont organisés dans la maison.

Un cours d'alphabétisation essaye de répondre aux attentes immédiates des femmes: savoir se débrouiller dans la vie de tous les jours. Ce cours n'a pas pour objectif d'enseigner des structures mais bien de donner aux femmes des outils qui leur permettraient de s'exprimer et de communiquer sur les enjeux du quotidien. Nous concevons aussi l'alpha comme le début d'un processus d'Education permanente. Il s'agit de progresser ensemble dans l'apprentissage du français et d'acquérir ainsi plus d'autonomie.

Voici l'horaire des activités de la maison: Alpha: mardi de 9 h. 30 à 11 h. 30 et vendredi de 14 à 16 h.

Couture: lundi de 14 à 16 h. et vendredi de 9 h 30 à 11 h. 30.

Tricot: Mardi de 14 à 16 h.

Club consommation: le premier jeudi du mois de 14 à 16 h. et le troisième mardi du mois de 9 h 30 à 11 h.



### PUBLICATIONS



"RACONTER L'ECOLE"

Ce manuel de 64 pages s'adresse à tous ceux qui s'intéressent au passé de leur commune, de leur village. Il a été réalisé par le Carhop (Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire), dans le cadre de la campagne "Histoire de ma commune", organisée par l'Union Chrétienne des Pensionnés. Il fourmille d'idées qui nous semblent tout à fait utilisables en alphabétisation.

Il propose une démarche active partant de la récolte d'informations pour aboutir à une production concrète et originale sur un aspect de l'histoire locale: l'école primaire. La première partie donne un aperçu de l'histoire de l'enseignement primaire en Belgique et de l'évolution de quelques aspects de l'organisation scolaire.

La deuxième partie aborde les étapes successives permettant de réaliser le projet et d'en apprécier le résultat.

Deux démarches sont proposées:

- la première concerne l'animation d'une journée et se base sur le témoignage des participants; ces témoignages serviront de base à un bilan et un débat.
- La deuxième s'adresse à ceux qui désirent aller plus loin et enquêter sur l'histoire de l'école. Le projet s'élabore alors sur plusieurs mois et comporte des étapes précises de travail avant d'aboutir au résultat final.

CARHOP, rue des Moucherons 3, 1000 Bruxelles, Tél: 02/514 15 30.

### **MUSIQUES SANS FRONTIERES**

Musiques sans frontières entreprend actuellement la publication d'un répertoire pour la partie francophone du pays. Y seront repris tous les musiciens qui, en solistes ou en groupes, compositeurs ou instrumentistes, cherchent à intégrer dans leur musique des thèmes, des styles, des esthétiques, des pratiques instrumentales empruntées à d'autres cultures musicales, dans les genres les plus variés: chansons, jazz, rock, classique, folk, musique de bal, danses folkloriques,...

Ce répertoire bénéficiera de mises à jour périodiques et permettra de faciliter les échanges et les rencontres entre les musiciens et les organisateurs. Pour les uns, il constituera une carte de visite appréciable auprès des organisateurs. Pour ceux-ci, il peut constituer une référence de qualité qui leur permettra sans peine de trouver la ou les perles rares qu'ils recherchent.

Deux adresses pour demander d'y figurer: Interculture, rue Chavannes 22, 6000 Charleroi, 071/31 24 04

 Centre Socio-Culturel des Immigrés, avenue de Stalingrad 24, 1000 Bruxelles, 02/513 95 76.



### **TEMOIGNAGE**

SORTIES DE L'OMBRE: 10 ANS D'ITINERAIRE VERS UNE PRISE DE PAROLE

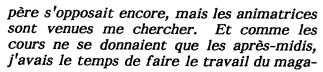
Cette brochure retrace l'histoire du GAFFI (Groupe de Formation et d'Animation de Femmes Immigrées) qui vient de fêter son 10ème anniversaire.

Rien ne relate mieux l'action du GAFFI que le témoignage des femmes qui y sont passées et qui y sont restées. Celui de Yeter, jeune femme turque, en est un parmi d'autres:

Le GAFFI m'a beaucoup aidée, je ne l'oublierai jamais. J'avais 14 ans quand j'ai entendu parler du GAFFI. Je n'allais plus à l'école depuis 2 ans, mon père ne voulait pas. Je devais l'aider au magasin. Moi, j'avais envie d'aller à l'école, d'apprendre des choses. Je me suis présentée au GAFFI, mais on ne voulait pas m'inscrire car je n'avais pas 15 ans. Le 17 janvier 81, je ne l'oublierai jamais... je me suis inscrite au GAFFI. Mon

sin le matin. Au GAFFI, j'ai pris conscience de moi-même, de mes possibilités... et là je me sentais encouragée dans mes démarches. Au GAFFI, on m'a appris à négocier avec mon père, chose pas facile, parce qu'il a la tête dure. Sa parole est loi à la maison, et j'ai reçu des coups à plusieurs reprises. Après avoir suivi des cours durant 2 ans au GAFFI, je me suis inscrite dans une école professionnelle. J'avais l'accord de mon père, mais il pensait que c'était un caprice et que je n'allais pas tenir le coup. matin, je m'occupais du ménage et du maga-Puis j'allais à l'école, et le soir je faisais le nettoyage jusqu'à 9 heures. C'était dur, mais je le voulais et je voulais montrer à mon père que j'était capable de réussir. Et c'est grâce à l'encouragement des animatrices du GAFFI à des moments difficiles. que j'ai terminé l'école et je suis fière d'avoir réussi.







### **TEMOIGNAGE**

SORTIES DE L'OMBRE: 10 ANS D'ITINERAIRE VERS UNE PRISE DE PAROLE



Par exemple, je ne recevais pas d'argent de mon père pour les frais de l'école. travaillé au GAFFI à l'insu de mon père, et cet argent a servi à payer mes études. Maintenant je suis mariée, j'ai choisi mon mari. Je me suis opposée aux choix de mes parents. Ils ne voulaient pas faire une fête. Je me suis organisée pour en faire une sans eux. Encore une fois, je voulais leur montrer que j'étais capable sans eux. Avec mon mari, je suis allée en vacances en Turquie. Avec mes parents, je ne suis jamais retournée au pays. Maintenant j'ai un petit garcon. Mon mari travaille mais moi je n'ai pas d'emploi pour le moment. Je cherche, mais ce n'est pas facile de trouver du travail. Je passe de temps en temps au GAFFI, je sais que si j'ai besoin de quoi que ce soit, je peux y retourner ou téléphoner. toujours une écoute ou une recherche de solution avec moi. Le GAFFI m'a marquée pour la vie.



Un jour j'aimerais travailler dans un endroit comme le GAFFI, pour aider, encourager d'autres jeunes filles ou femmes qui pensent qu'elles ne peuvent rien faire pour changer leur situation. Je leur dirai que c'est possible. Mais que c'est un long chemin difficile, beaucoup d'obstacles à vaincre. Et parfois on a envie de tout laisser tomber, de vivre comme notre mère; c'est plus facile d'éviter les conflits avec le père, de faire comme il demande. Mais moi j'aurais l'impression de ne pas vivre; nous, on sait plus que notre mère et on accepte plus de vivre comme elle. On a envie de vivre autrement: mais on ne sait pas très bien comment. C'est tellement nouveau pour une fille turque d'organiser soi-même sa vie; alors parfois on se tait et on est gênée. Et cela est tellement conforme à ce que nos parents nous demandent.



En vente au prix de 200 frs au GAFFI, rue de la Fraternité 7, 1210 Bruxelles, 02/219 62 82.

#### **BRUXELLES:**

### AGENDA DES FORMATIONS DE FORMA-**TEURS**

Vendredi 24 février:

Midi de l'alphabétisation: vidéos de l'AFL sur la lecture. Au Collectif d'Alphabétisation, rue de Rome 12, 1060 Bruxelles, à 12 heures.

Ieudi 2 et vendredi 3 mars: Atelier d'écriture (de 9h.30 à 16h). Chaussée de Waterloo 255, 1060 Bruxelles.

Mercredi 8 mars:

Soirée d'échanges pédagogiques (à 20h). Avenue Clémenceau 10, 1070 Bruxelles.

Samedi 15 et dimanche 16 avril: Communication orale (de 9h.30 à 16h). Avenue Clémenceau 10, 1070 Bruxelles.

Samedi 22 et dimanche 23 avril: Evaluation (de 9h.30 à 16h). Avenue Clémenceau 10, 1070 Bruxelles.

Jeudi 27 et vendredi 28 avril: Evaluation (de 9h.30 à 16h). Chaussée de Waterloo 255, 1060 Bruxelles.

Renseignements et inscriptions: LIRE ET ECRIRE Bruxelles, 02/523 20 35.

### **CHARLEROI:**

#### FORMATIONS GENERALES

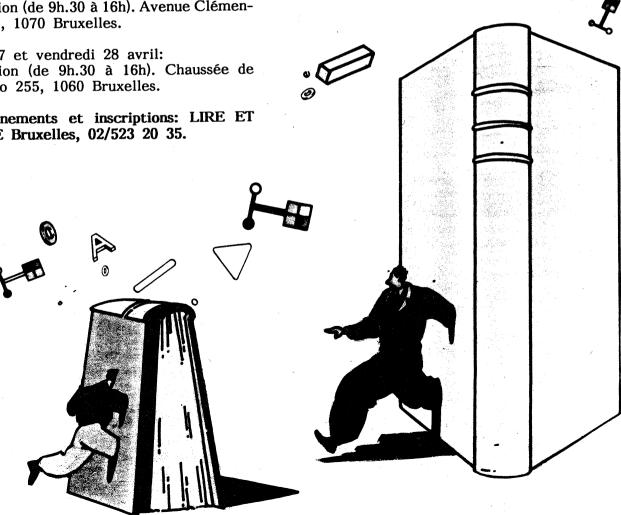
Ce 13 février 89 recommencent à la FUNOC diverses formations de base qui se termineront le 22 décembre 89.

Il s'agit de la formation alphabétisation, de la formation générale avec option nouvelles technologies, et de la formation habitat. Toutes reprennent à leur programme des cours de français, calcul, vie sociale, certaines incluent en outre des langues et des cours plus techniques.

L'horaire est de 18 heures par semaine (le matin de 9 à 11h.45, l'après-midi de 13 à

La formation est gratuite; les chômeurs sont dispensés de pointage; une garderie pour les enfants de moins de trois ans est organisée gratuitement matins et après-midis.

Renseignements: FUNOC, 071/32 01 68, 41 40 17, 31 15 81.



### ECHOS DU CANADA



"Ces 10 dernières années, il s'est révélé qu'au Canada, près du quart des plus de 18 ans n'ont pas reçu l'instruction suffisante pour répondre aux besoins d'une société industrielle dotée des techniques de pointe. Nous ne possédons pas de chiffres exacts, mais on estime que 1,5 millions environ de jeunes de ce groupe d'âge, dont bon nombre n'ont pas atteint la 5ème année de scolarité, ne possèdent pas les rudiments. 3 millions de plus sont considérés comme analphabètes fonctionnels, ou éléments insuffisamment instruits, car leurs connaissances de la langue et du calcul ne correspondent pas aux besoins de la société canadienne actuelle."

C'est un extrait de la déclaration du Conseil des Ministre de l'Education, datée de mars 88. Ce document comprend en outre les parties suivantes: la question de l'analphabétisme chez les adultes; traitement de la question (dispositions d'ordre administratif et éducatif; programmes d'études, méthodes et formations; établissements et organismes en cause; participants adultes: besoins et aspirations); orientation future.

Disponible auprès de M. BOYD PELLEY, Conseil des Ministres de l'Education, 252 rue Bloor ouest, Bureau 5-200, Toronto (Ontario), M5S 1V5, Canada.

(Rappelons que LIRE ET ECRIRE met à votre disposition des exemplaires gratuits d'Alpha 88, document publié par la Direction Générale de la Recherche et du Dévelopement du Ministère de l'Education du Québec, et consacré à l'alphabétisation en francophonie (Suisse, France, Belgique, Québec, Haïti). Disponible moyennant le versement de 100 frs de frais de port au compte de LIRE ET ECRIRE n° 001-1626640-26, avec la mention: Alpha 88).



ENSEIGNEMENT

## Les écoles de devoirs prévention de l'exclusion scolaire et sociale

U DÉBUT des années 80, les écoles de devoirs se sont multipliées à Bruxelles et en Wallonie. Aujour-d'hui, on en compte environ deux cents, avec des particularités bien distinctes selon le quartier, leur population cible ou encore l'association qui les a créées.

L'origine de la plupart des écoles de devoirs? Les problèmes que pose la scolarisation des enfants défavorisés. « Et pour rencontrer ces préoccupations, les animateurs de maisons de jeunes, d'ateliers créatifs ou de mouvements de jeunesse ont rassemblé les enfants pour les aider à faire leurs devoirs. A Bruxelles, les premières écoles de devoirs se sont développées à partir de 1973 », note Ch. Schmidt dans une publication de la Commission de rénovation de l'enseignement fondamental (Scolarisation des enfants de travailleurs migrants, 1983).

Pour Patricia Gérimont, qui fut animatrice d'écoles de devoirs et sensibilisée à la mise sur pied d'une coordination des écoles de devoirs à Bruxelles et qui, aujourd'hui, est fonctionnaire au service de l'Education permanente du ministère de la Communauté française, les écoles de devoirs ont élargi très vite leur champ d'action.

# Des partenaires extra-scolaires

Comme le rappelle une bro-chure éditée par le ministère de la Communauté française (1), les objectifs plus précis qui structurent la démarche des écoles de devoirs sont de plusieurs ordres. D'une part, permettre aux usa-gers des écoles de devoirs d'acquérir les moyens pour mieux réussir leur scolarité et éviter la rupture scolaire ou le dégoût progressif des apprentissages. Ce qui signifie que les animateurs d'écoles de devoirs assurent un soutien pédagogique aux enfants en leur permettant d'acquérir les attitudes nécessaires pour réussir leurs études et leur insertion sociale (autonomie dans le travail, capacité organisationnelle, autoévaluation...).

D'autre part, les animateurs d'écoles de devoirs essaient de mobiliser les parents pour qu'ils puissent davantage jouer un rôle dans la scolarisation de leurs enfants; ils travaillent aussi avec les écoles pour qu'elles soient plus en rapport avec les réalités sociales et familiales.

« En peu de mots, souligne encore Patricia Gérimont, les écoles de devoirs sont de fait des partenaires extra-scolaires. Et elles veulent le rester. »

Sans doute pour mener une réflexion à plus long terme sur l'analyse et la mise en cause des mécanismes d'échec scolaire, pour agir aussi avec les autres écoles de devoirs, les mouvements pédagogiques ou les syndicats d'enseignants, les animateurs et responsables d'écoles de devoirs ont-ils tenté d'unir leur force au sein d'une fédération francophone des écoles de devoirs (2) qui regroupe actuellement environ 120 écoles sur les 200 existant dans le sud du pays.

« Nous réclamons des moyens, non pour faire fonctionner des institutions d'aide aux devoirs, explique Alain Antoine, secrétaire de la fédération, mais pour combattre l'exclusion sous toutes ses formes. Nous souhaitons que l'on reconnaisse des projets qui combattent l'exclusion scolaire, sociale, familiale et que cette reconnaissance prenne en compte l'activité École de devoirs quand elle existe. »

### Pas un palliatif

Pour Pierre Devleeshouwer, vice-président de la fédération et responsable de la Coordination des écoles de devoirs de Bruxelles et, en particulier, de l'a.s.b.l. École de devoirs Sésame, à Anderlecht, les activités des écoles de devoirs s'articulent autour de deux axes.

« Selon les quartiers, les écoles de devoirs assument l'aide quotidienne aux devoirs et le rattrapage par un soutien pédagogique individualisé, souligne-t-il. Mais, bien entendu, elles ne sont en rien des études dirigées, et nous mettons en cause les institutions scolaires qui, n'ayant plus les subsides pour organiser des étu-des dirigées, créent une association dénommée « école de de-voirs ». Il est clair que la démarche et les objectifs poursuivis ne sont en rien similaires aux notres... D'ailleurs, nos écoles de devoirs ne se limitent pas, loin s'en faut, au seul soutien pédagogique, elles mettent sur pied des ateliers créatifs, sportifs ou cul-turels qui visent notamment à raccrocher l'enfant, à lui redonner l'envie d'apprendre, etc. Nos écoles de devoirs sont générale-ment ouvertes le soir, après 16 heures, ainsi que les mercredis et samedis après-midi. »

Cette manière de voir et de vivre les écoles de devoirs sur le terrain explique sans doute l'opposition farouche de la fédération à la proposition de décret visant la reconnaissance et la subsidiation des écoles de de-

voirs, proposition déposée à la fin de l'année 1988 par le député P.S.C. Charlier.

« Nous refusons que l'on institue un palliatif au système scolaire, palliatif qui relèverait de l'éducation communautaire. Nous ne pouvons rencontrer une telle logique, argumente Alain Antoine. Notre objectif n'est pas de concurrencer l'enseignement ni de nous octroyer un champ délaissé par celle-ci. Nous voulons, au contraire, plutôt que soit instauré officiellement un système de remédiation et que l'on songe à un processus de prévention. »

# Privilégier la cause sur l'effet

La fédération ne veut cependant pas taire les difficultés rencontrées par certains de ses membres. « Certaines écoles de devoirs ont obtenu des subsides dans le cadre de décrets existants, via les a.s.b.l. dont elles dépendent, précise encore Alain Antoine. Mais les moyens sont faibles et trop souvent accordés officieusement. Le problème n'est donc pas qu'il manque un cadre de subsidiation, mais qu'il manque peut-être une volonté de reconnaître des activités ou des démarches telles que les nôtres et d'officialiser cette reconnaissance. Les animateurs et responsables sont souvent bénévoles ou bien ont un statut précaire de T.C.T., de C.S.T. (il en reste encore quelques-uns) ou encore d'objecteurs de conscience. Nous voulons, dans un premier temps, une reconnaissance plus importante et officielle dans le cadre des décrets existants (maison de jeunes, éducation permanente, développement communautaire, action en milieu ouvert, prévention en santé mentale...). Dans un second temps, plutôt qu'un mor-cellement par catégorie d'activités, nous souhaitons une reconnaissance dans le cadre d'un secteur de l'enfance, à la création duquel nous voulons parti-

#### CHRISTINE SIMON.

(1) Les Écoles de devoirs, brochure réalisée par J. Degreef, P. Devleeshouwer et P. Gérimont, avec le soutien du service de l'Education permanente du ministère de la Communauté française, octobre 1985.

(2) Le siège social de la Fédération francophone des écoles de devoirs est situé rue Stéphany, 7, à 4000 Liège (041-23.69.07) et son secrétariat est situé place de l'Ilon, 17, à 5000 Namur (081-22.88.28).